L'Anarcho-Syndicaliste n°5
avril 1961 (supposée)
Groupe Fernand PELLOUTIER - NANTES

"

DIEU ET L'ETAT, *BAKOUNINE (extraits)* ...

La définition matérialiste, réaliste et collectiviste de la liberté tout opposée à celle des idéalistes, est celle-ci: L'homme ne devient homme et n'arrive tant à la conscience qu'à la réalisation de son humanité que dans la société et seulement par l'action collective de la société tout entière; il ne s'émancipe du joug de la nature extérieure que par le travail collectif ou social qui seul est capable de transformer la surface de la terre en un séjour favorable aux développements de l'humanité; et sans cette émancipation matérielle il ne peut y avoir d'émancipation intellectuelle et morale pour personne. Il ne peut s'émanciper du joug de sa propre nature, c'est-à-dire il ne peut subordonner les instincts et les mouvements de son propre corps à la direction de son esprit de plus en plus développé, que par l'éducation et par l'instruction; mais l'une et l'autre sont des choses éminemment, exclusivement sociales; car en dehors de la société l'homme serait resté éternellement une bête sauvage ou un saint, ce qui signifie à peu près la même chose. Enfin l'homme isolé ne peut avoir la conscience de la liberté. Etre libre, pour l'homme, signifie être reconnu et considéré et traité comme tel par un autre homme, par tous les hommes qui l'entourent. La liberté n'est donc point un fait d'isolement, mais de réflexion mutuelle, non d'exclusion mais au contraire de liaison, la liberté de tout individu n'étant autre chose que la réflexion de son humanité ou de son droit humain dans la conscience de tous les hommes libres, ses frères, ses égaux, ...

L'homme, au moins depuis qu'il a fait son premier pas vers l'humanité, depuis qu'il a commencé à être un être humain, c'est-à-dire un être parlant et pensant plus ou moins, naît dans la société, comme la fourmi naît dans sa fourmilière et comme l'abeille dans sa ruche; il ne la choisit pas, il en est au contraire le produit, et il est aussi fatalement soumis aux lois naturelles qui président à ses développements nécessaires, comme il obéit à toutes les autres lois naturelles...

Le plus grand nombre des hommes, pas seulement dans les masses populaires, mais dans les classes priviligiées et éclairées aussi bien et souvent même plus que dans les masses, ne se sentent tranquilles et en paix avec eux-mêmes que lorsque dans leurs pensées et dans tous les actes de leur vie ils suivent fidèlement, aveuglément la tradition et la routine: «Nos pères ont pensé et fait ainsi, nous devons penser et faire comme eux; tout le monde autour de nous pense et agit ainsi, pourquoi penserions et agirions-nous autrement que tout le monde?». Ces mots expriment la philosophie, la conviction et la pratique des quatre-vingt-dix-neuf centièmes parties de l'humanité, prise indifféramment dans toutes les classes de la société. Et comme je l'ai déjà observé, c'est là le plus grand empêchement au progrès et à l'émancipation plus rapide de l'espèce humaine.

Quelles sont les causes de cette lenteur désolante et si proche de la stagnation qui constitue, selon moi, le plus grand malheur de l'humanité? Ces causes sont multiples. Parmi elles, l'une des plus considérables sans doute, c'est l'ignorance des masses. Privées généralement et systématiquement de toute éducation scientifique, grâce aux soins paternels de tous les gouvernements et des classes privilégiées qui trouvent utile de les maintenir aussi longtemps que possible dans l'ignorance, dans la piété, dans la foi, trois substantifs qui expriment à peu près la même chose, elles ignorait également l'existence et l'usage de cet instrument d'émancipation intellectuelle qu'on appelle la critique, sans laquelle il ne peut y avoir de révolution morale et sociale complète. Les masses qui ont intérêt à se révolter contre l'ordre des choses établi, y sont encore plus ou moins rattachées par la religion de leurs pères, cette providence des classes privilégiées.

Les classes privilégiées qui n'ont plus aujourd'hui quoi qu'elles disent, ni la piété ni la foi, y sont rattachées à leur tout par leur intérêt politique et social. Pourtant, il est impossible de dire que ce soit là la seule raison de leur attachement passionnel pour les idées dominantes. Quelque mauvaise opinion que j'aie de la valeur actuelle, intellectuelle et morale de ces classes, je ne puis admettre que l'intérêt seul soit le mobile de leurs pensées et de leurs actes.

Il y a sans doute dans chaque classe et dans chaque parti un groupe plus ou moins nombreux d'exploiteurs intelligents, audacieux et consciencieusement malhonnêtes, ce que l'on appelle les hommes forts, libres de tous préjugés intellectuels et moraux, également indifférents à toutes les convictions et se servant de toutes au besoin pour atteindre leur but. Mais ces hommes distingués ne forment jamais dans les classes les plus corrompues qu'une minorité très infime; la foule y est aussi moutonnière que dans le peuple lui-même. Elle subit naturellement l'influence de ses intérêts qui lui font de la réaction une condition d'existence. Mais il est impossible d'admettre qu'en faisant de la réaction elle n'obéisse seulement qu'à un sentiment d'égoïsme. Une grande masse d'hommes, même passablement corrompus, lorsqu'elle agit collectivement, ne saurait être aussi dépravée. Il y a dans toute association nombreuse, et à plus forte raison dans les associations traditionnelles, historiques, comme les classes, fussent-elles même arrivées à ce point d'être devenues absolument malfaisantes ou contraires à l'intérêt et au droit de tout le monde, un principe de moralité, une religion, une croyance quelconque, sans doute très peu rationnelles, le plus souvent ridicules et, conséquemment, très étroites, mais sincères, et qui constituent la condition morale indispensable de leur existence.

M. BAKOUNINE (1870-71)

Adresser toute correspondance à :
S. MAHE
157, Chemin de Carcouët NANTES
C.C.P. : 1 898-87
Abonnement pour 10 numéros: 3 N.F.

F.E.N.

Depuis la mi-décembre, les enseignants étaient engagés dans une action pour la revendication de leurs traitements.

La crise du recrutement sans précédant qui sévit chez les enseignants n'est plus à démontrer. Un tiers à peine des jeunes instituteurs proviennent des Ecoles Normales où ils reçoivent une formation professionnelle. Les autres, munis du Bac, et parfois du Brevet, sont du jour au lendemain placés à la tête d'une classe qui peut, dans un trou de campagne, grouper tous les écoliers de 5 à 14 ans. A eux de se débrouiller. Considérés par l'Etat comme auxiliaires et payés comme tels pendant 4 ou 5 ans, l'administration (et la nécessité) exige qu'ils assurent les mêmes tâches et les mêmes responsabilités que les titulaires chevronnés.

Ce mode de recrutement, dit «parallèle», s'est néanmoins révélé un paliatif insuffisant. 60.000 classes comptent plus de 35 élèves, 5.000 dépassent 50 élèves. Les instituteurs malades ne sont généralement pas remplacés. Le scandale d'Epinay n'est pas une exception. Une crise identique touche l' enseignement secondaire et l'enseignement technique où des «adjoints d'enseignement» c'est-à-dire des étudiants, remplissent la fonction de professeur, quand on ne fait pas appel à des militaires retraités (le cas s'est produit à Nantes).

Les causes de cette crise sont multiples et varient sans doute avec les ordres d'enseignement: disons, en bref, que les difficultés d'accession au professorat et celles afférantes aux conditions de travail (y compris le militantisme dévorant exigé de l'instituteur de campagne) ne sont pas compensés par l'attrait qu'offrent aux jeunes les traitements de début (professeur certifié : 60.000; instituteurs: 45.000).

Les enseignants avaient donc à agir sur deux plans:

1°- Les conditions de travail:

- Refus des classes surchargées.
- Refus de prendre en charge les élèves des instituteurs malades non remplacés (après réunion des parents d'élèves et délégation de ces derniers à l'Académie).

2°- Les salaires :

Les enseignants ne disposant pas de moyens de pression particulièrement efficaces sur le Pouvoir clérico-bonapartiste avaient à fortiori intérêt à la constitution d'un front uni des fonctionnaires pour une action d'ensemble sur des mots d'ordres adéquates: abrogation des zones de salaires - augmentation unifor me de 15.000 fr mensuels quels que soient l'indice, la catégorie ou la profession.

Cette conception de l'action, claire et mobilisatrice, ce fut celle défendue au S.N.I. et à la F. E.N. par les camarades syndicalistes révolutionnaires organisés dans la tendance Ecole Emancipée: ce ne fut pas celle des «réalistes» réformistes et staliniens: le relèvement des indices terminaux, la revanche prise sur les autres fonctionnaires qui avaient indûment dépassé ces indices, voila la bonne bataille que le bureau de la F.E.N. proposa au Congrès de novembre sous la forme suivante :

	CERTIFIES			INSTITUTEURS		
Ech.	Indices (en brut)	Indices proposés	Gains mensuels (anc. frs)	Indices (en brut)	Indices proposés	Gains mensuels (anc. frs)
10e..	705	785	19.600	455	530	18.375
9e..	645	720	18.375	415	485	17.150
8e..	590	670	19600	385	445	14700
...						
3e	400	420	4.900	300	320	4.900
2e	360	370	2.450	280	290	2.450
1er	...	...	...	255	260	1.225
Inst. rempl.	...	...	...	210	210	0

Ajoutons que pour les Agrégés on envisageait: 785 pts + 215 pts = 1000 pt s. Autrement dits 18.000 Fr. pour un instituteur de fin de carrière, 50.000 Fr pour un agrégé à 180.000 Fr. par mois, rien pour les jeunes professeurs et instituteurs débutants. On croit rêver...

Pourtant cette plate-forme revendicative fut adoptée au congrès grâce aux voix des réformistes et des staliniens, qui eurent le front de solliciter l'appui des parents d'élèves pour une action «contre la crise du recrutement».

La conséquence de tels mots d'ordre était évidemment l'interdiction de toute action commune avec les autres fonctionnaires (toutes les directions syndicales de fonctionnaires, sans distinction, ont d'ailleurs assuré Forestier et Lauré de «toute leur compréhension» pour l'absence de la F.E.N. lors de la grève générale du 14 mars).

Une seconde conséquence fut le caractère pusillanime d'une action sur des mots d'ordre si peu mobilisateurs, l'enthousiasme variant en fonction des avantages susceptibles d'être obtenus selon les échelons: 1 heure de grève le 13 décembre, 1/2 journée de grève tournante par académie en février, 1 journée de grève tournante en mars, puis la menace de grève des examens.

C'est pendant les vacances de Pâques que les enseignants, par la radio et par la presse, suivirent tant bien que mal les péripéties du dénouement: du 28 mars au 8 avril les dirigeants de la F.E.N. discutent journellement pendant des heures avec le ministre *«entre hommes de bonne volonté»* (Lauré), *«les deux parties respectant les consignes de silence qu'elles se sont engagées à observer»* (Le Monde).

Les speakeurs de la R.T.F. et Lauré lui-mène rassuraient l'opinion en soulignant l'atmosphère de sérénité dans laquelle se déroulaient les pourparlers.

Le 9 avril, un communiqué de la F.E.N., faisant état des *«points positifs»* et de *«l'effort qu'a fait depuis 4 semaines le ministre de l'Education Nationale»*, levait la menace de grève des examens afin que l'université puisse *«retrouver et garder vraiment la sérénité qui lui est nécessaire pour l'accomplissement de sa mission».*

Non seulement les syndiqués ne connaissaient rien des résultats de cette diplomatie secrète mais les plus diverses interprétations pouvaient être données aux informations les plus contradictoires parues dans les journaux.

En fait, les agrégés ont obtenu satisfaction (indice brut: 1000).

Il en est de même pour les certifiés de fin de carrière, bien que l'accession à l'indice terminal 785 soit échelonnée dans le temps.

Quand à la grande masse des instituteurs elle se denande encore ce qui lui est arrivé.

Théoriquement, ils n'obtiennent pas d'augmentation d'indice terminal, ce qui fait que les retraités ne bénéficient d'aucune péréquation.

Pratiquement, les instituteurs déjà divisés en 10 échelons fortement hiérarchisés (ce sont des salariés remplissant exactement les mêmes fonctions) auront désormais 11 échelons. De plus, et c'est la grande nouveauté, les instituteurs seront répartis dans 4 échelles comportant chacune ces 11 échelons avec variations d'indices selon l'échelle. Il y aura possibilité de sauter d'une échelle à l'autre (de la 1ère à la 2ème pour les instituteurs de classes élémentaires, de la 2ème à la 3ème et à la 4ème pour les instituteurs des cours complémentaires). Ainsi cette année 50.000 instituteurs de fin de carrière obtiendront, en passant dans l'échelle 2, l'indice terminal 500 (au lieu du 455 de l'échelle 1).

A quel moment de la carrière les instituteurs pourront-ils passer dans cette 2ème échelle aux indices supérieurs? On n'en sait rien encore. Quelle proportion d'entre-eux y accéderont dans l'avenir, et sur quels critères? Tous, affirment, les dirigeants du S.N.I. Toutefois le septicisme est grand chez les instituteurs qui se demandent pourquoi le gouvernement aurait créer 4 échelles, 22 indices au lieu de 10 pour les instituteurs de classes élémentaires, si ce n'était dans l'objectif de les diviser davantage. (Ajoutons que les directeurs d'école obtiennent de 30 à 60 points de majoration d'indice).

La certitude la plus évidente dans tout cela est que les jeunes, pour lesquels le S.N.I. ne demandait rien, n'ont rien obtenu. Il faudra que la majorité des débutants (les remplaçants) attendent 5 ans pour bénéficier, au 2ème échelon après leur titularisation, d'une augmentation mensuelle de 1.250 Fr. La crise du recrutement continuera de plus bel, comme avant les classes surchargées pulluleront, et les instituteurs malades ne seront pas remplacés, l'enseignement confessionnel viendra «au secours» de l'enseignement publique déficient. Mais la hiérarchie a prévalu sur toute la ligne, que ce soit entre les divers ordres d'enseignement ou à l'intérieur même de chacun d'eux.

Déjà les staliniens qui ont farouchement défendu la «plateforme de la F.E.N.» contre la «démagogie de l'Ecole Emancipée expliquent dans l"Humanité et S.N.I. que c'est la faute du gouvernement si les jeunes n'ont rien obtenu. Les majoritaires réformistes et les staliniens portent ensemble toute la responsabilité du bilan de leur politique corporative. Quel est-il?

Au cours des «conversations» avec le ministre des dissensions graves étaient apparues entre l'enseignement supérieur, le S.N.E.S. et le S.N.I. Les possibilités de division se trouveront encore facilités pour le gouvernement par l'accroissaient des écarts hiérarchiques et du nombre des indices.

Mais ce qui a sans doute le plus frappé c'est le ton employé par Lauré dans ses déclarations d'hommage à la «bonne volonté» du gouvernement. Les dirigeants de la F.E.N. expliquent aujourd'hui aux instituteurs que l'opposition à l'obtention de l'indice 530 est venue des autres fonctionnaires qui y auraient fait

barrage au Conseil Supérieur de la Ponction Publique. Etant donné l'esprit qui règne chez les dirigeants des fédérations de fonctionnaires il est bien probable que cela se fût effectivement produit. L'habilité du gouvernement a précisément consisté à jouer l'arbitrage et à opposer les enseignants au reste de la Fonction Publique. Tous les atouts lui étaient fournis par les directions syndicales de fonctionnaires, et en particulier par celle de la F.E.N. La réconciliation de la F.E.N. et du gouvernement, la division de la F.E.N., l'opposition de la F.E.N. aux autres syndicats de fonctionnaires, tant cela valait bien de la part du gouvernement une concession de 23 milliards sur les 40 revendiqués.

L'avenir dira à quel point l'opération diplomatique de Pâques 1961 pèsera sur la vie de la F.E.N.

Déjà au début de l'année, la F.E.N. a frôlé la catastrophe, au conseil national de Noël le bureau du S.N.I. n'avait-il pas engagé les instituteurs à participer aux Certificats d'Aptitude Pédagogique des enseignants privés dans le cadre de la loi cléricale de De Gaulle. La réaction fut immédiate dans 36 départements, et ceux de l'Ouest repoussèrent avec une telle vigueur les appels de Forestier à la discipline qu'au Conseil national de mars celui-ci dut capituler. Des réactions spontanées étaient venues de toutes les tendances, dépassant largement en nombre celui de nos camarades de l'Ecole Emancipée; mais on peut dire que les syndicalistes révolutionnaires les seuls à mener une action coordonnée, jouèrent un rôle considérable dans cette bataille décisive. C'est, en même temps qu'une illustration de la décomposition des dirigeants réformistes, celle du rôle que peuvent jouer les syndicalistes révolutionnaires quand ils disposent des liaisons indispensables.

Aujourd'hui, après ce dénouement de l'action corporative, les camarades de l'Ecole Emancipée auront matière à démontrer qu'il n'y a pas de «réalisme» hors des solutions que proposent les syndicalistes révolutionnaires, chez les enseignante comme ailleurs.

Groupe Fernand Pelloutier (17-4-61)